

Elections départementales - mars 2015

PRÉSENTATION DU PROGRAMME ET DES CANDIDATS

soutenus par le Parti communiste français et le Front de gauche

Département du Nord

Intervention de Fabien Roussel

Cette élection est importante car le Conseil départemental du Nord intervient beaucoup dans notre vie quotidienne. Les Conseillers généraux, qui s'appelleront demain des Conseillers départementaux, sont des élus de proximité sur lesquels les habitants, les associations, les élus locaux s'appuient en permanence.

Dans le Nord, les 14 Conseillers généraux communistes se sont beaucoup investis pour faire progresser les attentes de la population en matière de protection sociale et de santé, d'éducation des jeunes, de logement mais aussi d'aménagement des communes et du territoire...

Ils ont dénoncé les désengagements successifs de l'Etat tout comme les politiques d'austérité imposées par l'Europe à nos collectivités. Pour cette raison, ils n'ont pas voté le budget recette du Conseil Général.

Moins d'argent public, c'est toujours : moins d'investissements, moins de projets, moins d'emplois, moins de salaires ! Il est donc temps d'y mettre un coup d'arrêt car cela pèse sur notre pouvoir d'achat, nos services publics, nos associations et nos communes, et fragilise le dynamisme nécessaire de l'artisanat, des commerces et des entreprises.

Alors que les inégalités continuent de se creuser, **il faut dire NON aux privilèges qui bénéficient aux plus riches, NON aux coupes claires imposées à tous les autres.** Il faut mettre en garde et sanctionner dans l'isolement, ces responsables politiques qui, aujourd'hui encore, promettent la lune sans remettre en cause une seule seconde, les lobbings de la finance et les décisions de l'Europe de Bruxelles !

Dans quel monde vivons-nous ?

D'un côté des hommes politiques, des vedettes du show-biz, des nantis cachant leur fortune pour ne pas contribuer à l'intérêt général, de l'autre des salariés, des chômeurs, des retraités, des jeunes, des précaires parmi lesquels une majorité des femmes, qui doivent se sacrifier toujours davantage

Les scandales successifs de l'évasion fiscale –entre 60 et 80 milliards d'euros par an en France-, les moyens des grands groupes pour ne pas payer d'impôts alors que les PME payent à taux plein, les aides de l'Etat versées aux multinationales alors qu'elles ont distribué 54 milliards d'euros de dividendes en 2014 deviennent insupportables. C'est autant d'argent qui manque aux Français, aux salariés, à nos PME et ici à notre région pour sortir de la crise.

Soyons concrets

Les 7 familles les plus riches du Nord Pas de Calais totalisent un patrimoine de 48,54 milliards d'euros (magazine Capital juillet 2014). Nous leur demandons, ainsi qu'à tous ceux qui pourraient se sentir concernés, de contribuer à hauteur de 5% de leur fortune pour participer au redressement du Nord Pas de Calais, soit près de 250 millions d'euros.

Avec l'Etat, les Conseils généraux du Nord et du Pas de Calais, le Conseil régional, la Banque Publique d'investissement, les CCI, nous pourrions abonder cette somme et ensemble **créer un pôle public régional d'investissement** pour l'emploi, pour soutenir nos PME, nos projets industriels et ceux de nos communes.

Dans cette France qui souffre et qui s'interroge sur son avenir, nous devons nous unir et inventer de nouveaux modèles de solidarité et de partage des richesses. En France, comme en Europe, nous sommes de plus en plus nombreux à rejeter ce système à bout de souffle, parfois corrompu, à refuser cette fuite en avant dans l'accumulation des richesses pour quelques-uns et les efforts pour l'immense majorité des citoyens.

Nous sommes plus en plus nombreux à vouloir vivre dans une société plus juste, plus solidaire, porteuse de dignité pour tous et des valeurs de fraternité et de laïcité que nous avons défendues avec force en début d'année.

Voilà pourquoi, avec le soutien de la population, nous voulons faire du Conseil départemental du Nord un lieu de résistance et de combat pour la dignité humaine et contre les politiques d'austérité.

Nous voulons nous faire respecter de l'Etat qui doit 3 milliards d'euros au département du Nord !

Nous voulons faire de chaque conseiller départemental un élu qui défend notre département et sa population, chaque homme et chaque femme contre toutes les formes d'injustices.

Nous refusons la baisse des aides au titre de la politique de la Ville qui diminuent de 2/3 alors que notre département souffre ici encore plus de la pauvreté.

Nous nous battons contre les diminutions de dotations qui frappent chaque collectivité, chaque association.

Nous voulons que chaque habitant de notre département puisse vivre et travailler ici.

Plus de solidarité, plus de fraternité, mais pas d'austérité.

Au contraire nous demandons que la richesse produite dans notre pays soit mise au service de tous, au service des habitants, au service de l'emploi et de l'intérêt général !

Unis et rassemblés, nous pouvons y parvenir. La force de notre département, ce sont ses deux millions et demi d'habitants. C'est pourquoi nous appelons au rassemblement le plus large, au-delà de la diversité des opinions de chacun, pour reprendre le pouvoir au monde de la finance et pour reconstruire une France qui place l'Homme, son bonheur et sa liberté au cœur de tous ses choix ! Nous appelons au rassemblement pour reconquérir notre souveraineté et pour inventer un nouveau modèle social et écologique !

Avec le bulletin de vote « l'Humain d'Abord », les électeurs du Nord auront l'occasion de voter pour des candidats désintéressés, intègres et honnêtes, qui leur ressemblent et qui portent l'exigence de justice et de dignité qui nous rassemble tous.

C'est dans cet esprit que le Parti Communiste Français apporte son soutien à toutes celles et ceux qui s'engagent sur ce chemin.

C'est aussi fort de cette volonté de construire des candidatures les plus rassembleuses possibles pour inventer un nouveau modèle économique, social et écologique que nous présentons des candidates et des candidats aux parcours politiques différents.

Aux côtés des conseillers généraux sortants qui ont fait le choix de poursuivre leur combat au Conseil départemental, les communistes présentent des responsables associatifs, des responsables syndicaux de l'industrie et de la fonction publique, des personnalités de la société civile, du monde sportif, culturel, des maires et des élus locaux républicains, divers gauche, des responsables politiques issus des différentes forces du Front de gauche ou d'Europe Ecologie les Verts.

Avec ce programme et ces candidats, nous portons une grande ambition pour notre département, pour sa population, tout en voulant redonner de l'espoir à toutes celles et ceux qui rejettent ce système et aspirent à ce que la France reprenne son destin en main.

**Les candidates et candidats de l'Humain d'Abord,
soutenus par le PCF
aux élections départementales de mars 2015,**

S'engagent à

- ⊙ S'opposer à la disparition des départements et des communes voulue par la réforme territoriale du Gouvernement et revendiquer le maintien des compétences et des services départementaux.
- ⊙ Mettre fin aux politiques d'austérité (baisse du budget du Conseil général de 189 millions en 2015, 56 millions en moins de dotations de l'Etat au Conseil général entre 2014 et 2015) et redonner aux départements des moyens financiers par une autre répartition des richesses.
- ⊙ Obtenir un plan de remboursement à hauteur de 250 millions d'euros par an de la dette de l'Etat suite aux compétences transférées au Département du Nord et non compensées (dette de 3 milliards d'euros). Remboursement des intérêts d'emprunts départementaux dus aux banques (30 millions en 2015). Ces moyens financiers retrouvés permettront de développer les investissements du Département et ainsi de préserver et de renforcer l'emploi local.

Priorité numéro un : l'emploi

Avec un taux de chômage record, un nombre de bénéficiaires du RSA en augmentation tous les ans, des emplois de plus en plus précaires, il est urgent de s'attaquer au chômage.

Le Conseil départemental, au côté du Conseil régional, des intercommunalités et des communes, est un des acteurs majeurs des investissements publics créateurs d'emplois. En développant ses investissements pour l'aménagement du territoire dans le respect de l'environnement, dans la voirie, les collèges, en soutenant la construction d'équipements sportifs, culturels, en soutenant les projets des communes, le département contribue à la création de dizaines de milliers d'emplois dans le secteur privé, notamment celui du bâtiment et des travaux publics. Pourtant, le niveau des investissements du Département du Nord a chuté de 100 millions d'euros en 2014 pour atteindre 300 millions.

- ⊙ Nous porterons à 500 millions ce budget (FDAN et FDST) dès 2015 pour répondre aux besoins de notre population et des communes du Nord.
- ⊙ Nous souhaitons aussi apporter un accompagnement aux projets des salariés candidats à la reprise collective de leur entreprise, afin de soutenir les propositions de maintien de l'activité et des emplois.
- ⊙ Nous soutiendrons des projets structurants pour le développement économique de notre département tel que le Canal Seine Nord.
- ⊙ Nous défendrons les emplois publics du Conseil général qui doivent permettre de répondre aux besoins des habitants et de réduire les délais d'attente ou de traitement de dossiers parfois trop longs.

Priorité numéro deux : Défendre les communes et les associations !

Le programme d'austérité du gouvernement, soutenu par la droite et imposé par l'Europe, prévoit une coupe brutale de 11 milliards d'euros dans les aides de l'Etat aux collectivités locales, essentiellement les communes. Ce sont pourtant elles qui participent à hauteur de 72% de l'investissement public.

Toutes les associations de communes dénoncent cette politique d'austérité inefficace et dangereuse pour l'emploi.

- ⊙ Au lieu d'inviter les communes à baisser les aides aux associations, à augmenter les impôts ou à reporter des projets, nous voulons aider les communes à investir.
- ⊙ Nous les accompagnerons dans leurs démarches auprès de l'Etat pour qu'elles se fassent entendre et conserver leur dotation.
- ⊙ Nous soutiendrons les communes, notamment dans le secteur rural à travers la création d'un service départemental d'aide à l'ingénierie pour les petites communes et le renforcement des fonds d'aménagement pour les projets communaux (cités plus haut).
- ⊙ Dans cet esprit nous souhaitons renforcer le partenariat avec le monde associatif, fortement perturbé par les désengagements de l'Etat et des collectivités alors qu'elles jouent un rôle important de cohésion sociale.

Nous nous engageons également

3 - Dans le maintien de la gratuité des transports scolaires

Garantir la gratuité des transports scolaires pour les collégiens et lycéens sur tout le Département, avec un travail d'harmonisation à réaliser à l'échelle régionale (SMIRT).

4 - Dans le soutien à la jeunesse

- ⊙ Créer un « passeport loisirs/culture/jeunesse » pour les Nordistes de 18 à 25 ans, d'une valeur de 350 $\frac{1}{3}$ annuels.
- ⊙ Expérimenter, avec l'Etat, la création d'une « allocation jeunesse » pour les moins de 25 ans.
- ⊙ Elargir le Conseil départemental des Jeunes afin d'y associer des représentants des organisations de jeunesse, de manière à favoriser l'émergence de propositions et d'aider à la prise de décisions des politiques départementales.

5 - Après des personnes âgées

Les retraités ont perdu énormément de pouvoir d'achat ces 4 dernières années (perte de la demi-part pour les veuves, hausse de la CSG, gel des pensions, perte de l'abattement pour les femmes ayant élevé 3 enfants, hausse de la TVA pour les travaux de jardinage...). Elles ont besoin d'être accompagnées et soutenues jusqu'à la fin de leur vie. C'est une question de dignité !

- ⊙ Le département sera à leur côté et se battra pour que l'Etat s'engage plus fortement dans la prise en charge de la dépendance.
- ⊙ Il favorisera le maintien à domicile des personnes âgées, améliorera les services et dispositifs existants (techniques et financiers) pour permettre une meilleure adaptation des logements des séniors et ainsi anticiper la perte d'autonomie.

6 - Après des personnes en situation de handicap

Agir pour l'inclusion et l'égalité des droits en matière de handicap.

- ⊙ Nous nous engageons à redonner à la MDPH les moyens de répondre dans des délais courts aux besoins des personnes en situation de handicap. Les délais actuels sont encore trop longs malgré les interventions multiples de nos conseillers généraux.

7 - Pour le logement et l'habitat

Une politique de justice sociale pour les territoires et les habitants. Pour la première fois, sur notre proposition, le département s'est doté d'une politique en faveur de l'aide à l'accès au logement, notamment en secteur rural.

- ⊙ Nous poursuivrons et développerons ce travail afin de produire da-

vantage de logements respectueux de l'environnement accessibles socialement et physiquement pour tous.

8 - Pour les Collèges

Pas d'économie pour l'éducation de nos enfants. Au contraire, ils ont besoin de soutien et de collèges adaptés et modernisés.

- ⊙ Nous proposons de mettre en place un plan de relance avec l'inscription de 20 reconstructions de collèges et de travaux de maîtrise de l'énergie pour 20 collèges pour les 6 années à venir.

9 - Pour la Santé

- ⊙ Développer des moyens mobiles pour améliorer la prévention-santé qui, en sillonnant le département, iront au-devant des publics éloignés des parcours de soins.

- ⊙ Dans le cadre de la politique départementale d'amélioration de l'accès aux soins, nous revendiquerons auprès de l'Etat la suppression du numerus clausus afin d'avoir des praticiens en nombre suffisant dans tous les territoires, ainsi que la hausse du nombre d'infirmiers dans les collèges pour la réalisation de bilans médicaux pour chaque élève.

10 - Pour la Petite enfance

- ⊙ Renforcer l'accompagnement des communes pour la création de structures d'accueil de la petite enfance afin d'assurer le maillage de tous les territoires, notamment en milieu rural.

11 - Pour l'Environnement

- ⊙ Travailler, avec les services de l'Etat, des autres collectivités et les organisations syndicales, à la préservation des ressources du sous-sol, afin qu'elles ne soient pas exploitées dans le cadre d'une privatisation.

- ⊙ Lancer la réflexion sur la préemption de ces richesses par les acteurs publics.

12 - Pour la Culture

Les politiques culturels sont les premières à souffrir des mesures d'économie imposées par l'Etat. Programmation culturelle en baisse, écoles d'art, de danse et de musique menacées, conservatoires et théâtres en difficulté.

- ⊙ le département sera aux côtés des communes et des acteurs culturels pour défendre une politique culturelle ambitieuse.

- ⊙ Nous proposons de travailler avec les communes pour trouver avec elles les moyens de maintenir les réseaux d'enseignements culturels existants, surtout en secteur rural.